

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 11

Bulletin d'information de la **CNGR**  
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

## A SAVOIR:

### LE TOUR DE FRANCE DE LA COLERE

*Lycéens en lutte contre la loi Fillon, viticulteurs du Languedoc-Rousillon frappés par la concurrence internationale, pêcheurs affectés par la hausse du prix du gazole et la restriction des captures de poissons, marins refusant la réforme du pavillon marchand, salariés des grandes surfaces en grève pour leurs salaires et leurs conditions de travail, travailleurs de Nina Ricci, IBM, Lustucru et de bien d'autres entreprises en lutte contre les délocalisations... Sans oublier les urgentistes, qui dénoncent l'engorgement de leurs services et mettent en garde contre une prochaine catastrophe sanitaire ; les travailleurs du service public de la radio, les intermittents du spectacle, les postiers et les employés de banque... La France d'en bas exprime un profond mal-être dans une multitude de conflits sociaux.*

*Les petits ruisseaux formant les grandes rivières, cette exaspération pourrait s'exprimer le 29 mai par un Non franc et massif, ce qui fait dire aux partisans du Oui que le Non repose sur « la somme des corporatismes ». Mais lorsque toutes les corporations se mobilisent, le corporatisme se dissout dans la Nation, qui manifeste une même volonté de changer de politique. Car les raisons de la colère sont à chercher dans l'application, par Paris comme par Bruxelles, d'une orientation libérale dont pâtit la grande majorité des Français et des Européens.*

### « LA PROFONDEUR ABYSSALE DES DEFICITS

**AMERICAINS** ressemble à une bombe économique à retardement », écrit Libération dans son édition du 18 avril. Le déficit commercial a atteint le chiffre record de 666 milliards de dollars en un an, soit 5,7% du PIB des Etats-Unis, et le déficit budgétaire n'est pas loin de ce niveau. « Si les politiques économiques ne s'adaptent pas pour réagir à ces déséquilibres, nous courons le risque d'une correction abrupte des marchés à un moment où, pour diverses raisons, la confiance pourrait s'évaporer », a déclaré le directeur général du FMI, Rodrigo Rato, en marge de l'assemblée générale du Fonds.

### AMIANTE: SILENCE PARLEMENTAIRE

*La commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée Nationale n'est pas favorable à une enquête parlementaire sur l'amiante et les conséquences sanitaires de son utilisation dans notre pays. Cette même commission avait pourtant donné son feu vert aux enquêtes concernant l'affaire du sang contaminé et la canicule de l'été 2003. Il est vrai que selon les estimations de l'INSERM, l'amiante ne devrait causer que 100 000 décès en France dans les prochaines années... Les députés craignent-ils de mettre en évidence les responsabilités des pouvoirs publics et des industriels dans cette terrible catastrophe ?*

## EDITO: LE PEN, épouvantail troué aux mites

A en croire certains éminents porte-paroles du oui, «Le Pen n'a pas besoin de s'exprimer puisque d'autres le font à sa place !». La «Oui propagande» tient donc à rappeler l'existence du Front National à ceux qui l'auraient oublié, tout en procédant à un amalgame odieux et injurieux pour les millions d'électeurs de gauche qui s'appêtent à voter Non.

Revoilà donc le vieux leader d'extrême droite, poussé sur le devant de la scène par les partisans du Oui. Le procédé n'est pas nouveau : on se souviendra que la montée du FN a été, affirme-t-on, grandement facilitée par l'Élysée dans les années 80, qui y voyait un excellent moyen de diviser la droite<sup>1</sup>. Quelles qu'en fussent les conséquences. Quant à Chirac, on sait le profit qu'il a tiré de la présence de Le Pen au deuxième tour de la présidentielle de 2002.

Cependant, les grands calculs et les petites manœuvres n'offrent pas l'explication première de la persistance sur vingt ans du vote d'extrême droite. Ce sont avant tout la paupérisation d'une partie de la population, sur fond de chômage de masse et d'insécurité croissante, ainsi que la confiscation du débat politique par la « bien-pensance », qu'elle se réclame de la gauche ou de la droite, qui ont donné du grain à moudre, en abondance, au lepénisme.

Or le camp du Oui continue objectivement à alimenter le FN. D'abord parce qu'il prétend perpétuer, par le «traité constitutionnel», le modèle néo-libéral aujourd'hui massivement rejeté par celles et ceux qui en font les frais. Et qui parfois votent Le Pen, même s'il s'agit du plus détestable des exutoires. Ensuite parce que les partisans du traité ignorent le premier principe de la démocratie- l'alternance – en claironnant que cette prétendue constitution n'est pas renégociable. Ce qui revient à dire que les électeurs n'ont à choisir qu'entre Oui et Oui ! On ne peut imaginer de meilleur terreau pour le désespoir.

Pour faire reculer la droite fascisante, il faut au contraire ouvrir la voie à une politique alternative, qui puisse réconcilier avec la vie civique et la citoyenneté la grande masse de Français désabusés par ceux qui prétendent les représenter. L'amalgame effectué par certains partisans du Oui est d'autant moins acceptable que le Non de gauche est résolument internationaliste et européen. Loin d'entretenir l'illusion que la France pourrait s'opposer seule à la mondialisation libérale, il ouvre pour la nation française la perspective d'une autre construction de l'Europe, dont la justice sociale et la démocratie seraient les piliers.

Et que l'on n'agite pas la hantise d'un « nouveau 21 avril » pour intimider les électeurs de gauche. Le 21 avril 2002 a constitué un choc et un recul pour toute la gauche. La victoire du Non le 29 mai ne serait une défaite que pour la direction du PS, alors qu'elle marquerait le renouveau de la majorité des forces de gauche.

<sup>1</sup> On peut lire à ce propos l'ouvrage très documenté : «La Main droite de Dieu : enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite», par Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez. Editions du Seuil, 1994.

MAIS NON! MAIS NON!

MAIS NON! MAIS NON!

MAIS NON! MAIS NON! MAIS NON! MAIS NON! MAIS NON! MAIS NON!

## Faire du référendum du 29 mai une grande victoire de la République!

### MOUTONS NOIRS ET FIERS DE L'ÊTRE

Le Chirac show du 14 avril a été jugé peu convaincant par la plupart des commentateurs, même favorables au Oui. Les plus cruels ont rappelé que pendant la campagne du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht, François Mitterrand et Philippe Séguin s'étaient livrés, devant les caméras de télévision, à un débat contradictoire de fort bonne facture...

Nous retiendrons surtout que le chef de l'Etat a prétendu donner une leçon de courage aux Français, et singulièrement aux plus jeunes, sans prendre garde à l'incohérence de son propos. Car répéter à l'envi : « N'ayez pas peur », comme en écho au défunt Jean-Paul II, est parfaitement contradictoire avec les menaces de fessée générale administrée aux électeurs si d'aventure ils osaient voter Non. « Nous serons le mouton noir qui aura tout bloqué, on ne comptera plus », a menacé Chirac sans que personne sur le plateau n'ait jugé bon de lui répondre. Mais les bateleurs convoqués par TF1 et l'Elysée n'étaient pas là pour porter la contradiction.

Quant à nous, nous procéderons à une indispensable mise au point. Le Non que les électeurs peuvent infliger le 29 mai au libéralisme qui inspire le « traité constitutionnel » s'inscrit dans une longue série d'actes de résistance qui jalonne l'histoire de France : communards refusant que Paris soit livré à l'ennemi, Jaurès s'opposant à la guerre, De Gaulle rejetant la collaboration... Le Non n'est nullement inspiré par la peur. Au contraire : il repose sur l'affirmation du courage et de la dignité d'un peuple que les menaces de « ceux d'en haut » n'impressionnent plus. « Moutons noirs » par millions, nous compterons demain en Europe en exigeant une autre politique. Car l'onde de choc qui peut partir de France le 29 mai ne connaîtra pas de frontières.

### VILLEPIN VIRE RAFFARIN

*Y a-t-il encore un Premier ministre en France ? Qu'il sache en tout cas que son contrat expire dans un mois si l'on en croit le ministre de l'Intérieur, lui-même candidat déclaré à Matignon. Annonçant sans fioriture le départ de Raffarin au micro d'Europe 1, le 17 avril, Villepin a appelé de ses vœux « une politique beaucoup plus volontaire, plus audacieuse, plus solidaire ». Alors si même pour l'un de ses membres les plus éminents la politique gouvernementale ne vaut pas tripette...*

### LE NON DE GAUCHE REMPLIT LE ZENITH

Jeudi 14 avril, 6 000 personnes ont assisté au meeting unitaire du Non organisé par le PCF. Il y est passé un souffle, un élan, une énergie, qui ne retomberont pas de sitôt, et qui donnent le ton de la campagne du Non de gauche. Au nom de la CNGR, Pierre Carassus a exprimé la place que nous prenons dans cette campagne, en termes précis et denses qui ont soulevé l'enthousiasme.

La campagne unitaire, a-t-il déclaré, doit s'amplifier pour convaincre les indécis. Jacques Chirac ne peut pas le faire, puisque la politique du gouvernement et celle qui est inscrite dans le traité constitutionnel, « c'est blanc bonnet et bonnet blanc ». Les socialistes se trompent lourdement lorsqu'il confie au chef de l'Etat le soin de faire campagne, car celui-ci a en réalité dessillé quelques yeux supplémentaires quant à la nature ultra-libérale du traité.

Tout pour la victoire du Non, a insisté Pierre Carassus, nous aurons le temps ensuite d'engager le débat sur l'avenir de la gauche. Pour l'heure, nous devons être collectivement à la hauteur des enjeux du référendum, et répondre aux aspirations profondes des citoyens, qui relèvent la tête et affichent leurs convictions.

La victoire du Non en France aura un formidable retentissement dans toute l'Europe. Elle apportera un formidable encouragement à tous ceux qui subissent les effets ravageurs de la mondialisation libérale. Le Non sera contagieux, a conclu le représentant de la CNGR, car en faisant la preuve de son courage de résister à la logique des puissants, la France ouvrira le chemin qui mène à une Europe sociale, solidaire et indépendante, à laquelle aspirent des millions d'Européens.

## HUMEUR: DEFENSE DE LA LAÏCITE

Henri Pena-Ruiz, écrivain et philosophe, ancien membre de la commission Stasi, a publié une tribune libre dans Libération du 15 avril. Nous en publions quelques extraits:

« J'ai appelé de mes vœux la loi adoptée en mars 2004, et je me félicite de son adoption par l'Assemblée Nationale, car elle est fondamentalement juste. Mais pour lui donner toute sa lisibilité dans l'opinion, il me semble que les représentants du peuple se doivent de ne pas laisser croire que la laïcité peut être à géométrie variable, en acceptant pour la religion catholique une violation de la neutralité de la sphère publique qui est refusée à une autre religion. Je me souviens d'avoir défendu la loi sur Radio Beur en rappelant à un auditeur de confession musulmane qu'en 1905 la loi de séparation laïque avait reconduit l'expression de la foi catholique, alors dominante dans le pays, à la sphère privée, individuelle ou collective, et que cent ans après, cette loi devait être appliquée à toutes les religions. Je me suis d'ailleurs constamment insurgé contre l'appellation induite de « sur le voile », aussi mal intentionnée que fautive, puisque la loi concernait toutes les religions. En effet, c'est une telle appellation qui tend à produire le sentiment de stigmatisation qu'elle prétend dénoncer.

Aujourd'hui, je n'en suis donc que plus révolté par les atteintes au principe de laïcité auxquelles nous venons d'assister ces derniers jours, avec la mort du pape et son obsédante médiatisation publique. Les drapeaux en berne, l'implication officielle des autorités de la République dans des cérémonies religieuses, l'injonction au deuil public d'un chef religieux par l'instrumentalisation de l'émotion, ont eu quelque chose d'inique et même d'indécent au regard de l'authentique chagrin de ceux qui étaient touchés, car celui-ci s'éprouve avant tout dans l'intimité de la conscience et ne requiert aucune mise en scène.(...)

On reste songeur quand les préfets sont invités à assister en tenue, ès qualité, à des hommages religieux au « Saint Père » alors qu'il est demandé aux fonctionnaires, au nom de la nécessaire réserve laïque, de ne pas se produire dans des manifestations électorales à l'approche du référendum. D'un côté on bafoue la sphère publique par un marquage religieux légitimement vécu comme discriminatoire par les citoyens athées, agnostiques ou adeptes d'autres religions. De l'autre, on bafoue l'indépendance de la sphère privée, qui recouvre en termes de droit la faculté de participer librement au débat public sur le traité constitutionnel européen, pourvu que ce soit en dehors de l'exercice de ses fonctions ».

**Henri Pena-Ruiz**

Dernier ouvrage paru :

« Histoire de la laïcité », La Découverte-Gallimard